

Communiqué de presse - 02 Aout 2010

Bangladesh - Industrie de l'habillement

Augmentation dérisoire du salaire minimum

Les défenseurs des droits des travailleurs rejettent la proposition de salaire minimum au Bangladesh. Ce 27 Juillet, le Conseil national des salaires du Bangladesh a recommandé au Gouvernement de ce pays d'élever le salaire minimum légal dans le secteur de l'habillement à 3.000 Takas par mois (33 euros). Cette proposition doit être avalisée par le Gouvernement dans les deux prochaines semaines. Actuellement le salaire minimum légal fixé pour le secteur de l'habillement s'élève à 1.662 Takas (18€) par mois. Il n'a pas été revu depuis 2006 alors qu'entre temps l'augmentation des prix des produits de base a été multiplié jusqu'à trois fois.

Des syndicats de travailleurs de l'habillement et des défenseurs des droits des travailleurs ont réagi avec indignation à la nouvelle proposition d'augmentation du salaire minimum dans l'industrie de l'habillement du Bangladesh. « *La plupart de ces travailleurs représentent la seule source de revenus de leur famille. 1,10 euros par jour est totalement insuffisant pour assurer la subsistance d'une famille de trois, quatre ou cinq personnes* » déclare Amirul Haque Amin, de la Fédération nationale des travailleurs de l'habillement. Selon les calculs de l'Asia Floor Wage Campaign¹, un salaire vital réaliste pour une famille au Bangladesh est de l'ordre de 10.000 Takas par mois.

Les syndicats locaux attirent également l'attention sur le fait que sous l'actuel gouvernement, le salaire minimum légal a été revu dans cinq autres secteurs industriels ; aucun d'entre eux ne s'élève à moins de 4.200 Takas.

Pour privilégier la conclusion d'un accord sur les salaires dans l'industrie de l'habillement et alors même que les troubles sociaux, les grèves et émeutes des travailleurs de la confection montaient en puissance², les syndicats du Bangladesh ont pourtant montré leur capacité de compromis en annonçant un montant intermédiaire.

La misère, un avantage comparatif !

Au Bangladesh, environ 2,5 millions de personnes, en large majorité des femmes, travaillent dans des usines de confection de vêtements.

¹ Voir www.asiafloorwage.org; L'AFW a développé des propositions pour harmoniser un salaire décent dans l'industrie de l'habillement en Asie. Le salaire plancher est également basé sur le concept de travail décent développé par l'OIT. Le salaire décent calculé pour l'année 2009 et pour le Bangladesh est environ de 10.000 Takas.

² Selon une note rédigée par l'ONG bangladaise de défense des droits des travailleurs AMRF, 72 mobilisations de ce type ont eu lieu au cours de la première moitié de 2010, causant 988 blessés parmi les travailleurs suite à des actions policières et provoquant l'arrestation de 45 travailleurs.

Le secteur de l'habillement est le plus important du pays à l'exportation et représente sa première source de devises. Selon les chiffres publiés dans les médias, le secteur de l'habillement a enregistré au mois de juin 2010 un record de ventes avec des chiffres à l'exportation atteignant un pic historique de 1,3 milliards d'euros.

Le niveau de salaire minimum proposé est non seulement dérisoire mais on peut craindre qu'il ne sera pas respecté. Le Ministère Bangladais du Commerce estime qu'actuellement un quart des usines de confection ne respectent pas les standards obligatoires en matière de salaires, d'heures et de conditions de travail. Selon des syndicats locaux et d'autres organisations de défense des droits des travailleurs, cette fraction est bien plus élevée encore.

Au Bangladesh comme ailleurs, les travailleurs de l'habillement ont droit à un salaire décent

Il reste 2 semaines au gouvernement du Bangladesh pour prendre sa décision suite à la recommandation émise par le Conseil national des salaires. Peuples Solidaires et la Clean Clothes Campaign (CCC)³ luttent pour améliorer les conditions de travail et renforcer les travailleurs dans l'industrie mondiale de l'habillement. Ces deux réseaux appellent le Gouvernement du Bangladesh à fixer un niveau de salaire substantiellement plus élevé et à instaurer une révision annuelle de ce salaire afin de tenir compte de l'évolution du coût de la vie.

Peuples Solidaires et la CCC rappellent qu'une grande responsabilité repose également sur les entreprises qui s'approvisionnent au Bangladesh. « *Pour ses entreprises, ne pas s'assurer que les travailleurs occupés dans leurs filières d'approvisionnement sont payés un salaire vital relève aujourd'hui d'une volonté d'exploitation inadmissible* », déclare Fanny Gallois, Chargée de mission Dignité au Travail chez Peuples Solidaires.

Le mécontentement des travailleurs ne vient pas à la surface uniquement au Bangladesh mais au travers de l'Asie entière : en Chine, aux Philippines, en Thaïlande, au Pakistan, au Cambodge, en Birmanie, au Sri Lanka et en Inde. Tous pays où l'industrie de l'habillement est très présente.

Contact média et interviews :

Camille Bethoux, Peuples Solidaires, 01 48 58 21 85

Amin Amirul Haque, NGWF, tel +880 193 402 68 ou +880 271 601 10, email ngwf@dhaka.net

Korshed Alam, AMRF, tél +880 281 192 60, email amrf@dhaka.net

Peuples Solidaires en association avec ActionAid

Agir pour les droits. Vaincre la pauvreté.

Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale. Ses 10 000 membres et 70 groupes locaux soutiennent les hommes et les femmes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires informe le public, mobilise les citoyens, alerte les médias, fait pression sur les décideurs et appuie les organisations de la société civile au Sud. Ses deux priorités sont la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme au travail. Depuis 2009, Peuples Solidaires est associé au réseau international ActionAid, présent dans 50 pays.

³ La Clean Clothes Campaign (CCC) est une alliance d'organisations (syndicats, ONG, associations de consommateurs etc.) présente dans 13 pays européens. Elle vise à améliorer les conditions de travail des ouvriers de l'industrie textile et des articles de sports et à soutenir leurs mobilisations.